

Nous avons des programmes. Tout récemment le ministre de l'Industrie et du Commerce annonçait justement le nouveau programme d'aide à la construction navale dans les chantiers maritimes; ce programme est devenu un programme, non pas temporaire—vous disiez tout à l'heure qu'il n'existait que des choses temporaires—mais ce programme, après l'avoir expérimenté, ce programme qu'on appelait STAP est devenu un programme SAP, c'est-à-dire une aide permanente aux industries de construction navale au Canada. Oui, monsieur le président. On ne dit pas non plus aux petits industriels qui ont le plus besoin justement d'assistance, comme je le disais tout à l'heure dans mon discours, le programme d'aide qui peut permettre justement aux petits industriels, en particulier pour les gens du Québec, d'aller justement chercher la compétence pour réorganiser leur gestion, pour réorganiser leur «marketing», faire en sorte que ces industries deviennent rentables. C'est cela vouloir être député, point. Non pas député de l'opposition ou député ministériel. Et c'est ce que je reproche en particulier aux députés du parti conservateur progressiste. Je pense que le vrai rôle de l'opposition doit être un rôle de collaboration. Qu'on critique, oui, cela je l'admets, mais qu'on ne fasse pas que critiquer. Depuis les nombreuses années que je suis à la Chambre, tout près de 13 ans, monsieur le président, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises... Le député qui crie là-bas derrière les rideaux, monsieur le président, regrette peut-être de n'avoir pas fait de suggestions durant son discours tout à l'heure!

Le vice-président adjoint: Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député mais le temps qui lui était alloué est maintenant terminé.

[Traduction]

M. Ritchie: Madame le président, dans le peu de temps dont je dispose, je ne puis exposer que quelques faits sur certains éléments de notre problème commercial général. Tout le monde sait que la balance des paiements du Canada n'a jamais été dans une position aussi précaire, du moins depuis 25 ans, tant en dollars effectifs qu'en dollars réels. Si le budget a été reporté au 23 juin, alors que le gouvernement est si impatient de partir en vacances, c'est que le gouvernement ne sait pas comment s'y prendre pour résoudre le problème de la hausse des coûts, de l'inflation et de la recrudescence du chômage.

En outre, le ministère des Finances éprouve, de toute évidence, des difficultés à prévoir l'évolution des événements pour les mois d'été. Le ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce semblent se retrancher derrière l'espoir que l'économie canadienne, et surtout l'économie mondiale, se redresseront. La plupart des prévisions commerciales en provenance des États-Unis sont sombres. Ainsi, d'après les chiffres du secteur des affaires allant jusqu'au début de mai, un redressement de la situation économique est impossible.

Le gouvernement japonais songe à modifier sa politique biennale de resserrement monétaire «devant la forte baisse de l'activité industrielle de ces derniers mois». Le gouvernement ouest-allemand prévoit un retard dans le redressement économique du pays par suite du recul du commerce mondial. Il semble probable que le gouvernement se tienne à l'écart, pour laisser le champ libre au système du marché. C'est une solution qui coûtera cher au point de vue chômage, perte de production et réduction des profits.

Une bonne partie de nos ennuis, qui vont certainement empirer encore avant de s'améliorer, découlent de l'action du gouvernement, ou plutôt de son inaction dans le domaine de l'exportation. On peut, dans une large mesure,

Les subsides

les imputer à l'attitude du gouvernement face à notre plus grand partenaire commercial, les États-Unis.

L'histoire de notre commerce avec les États-Unis est longue et complexe, mais je crois que, dans une certaine mesure, la situation actuelle entre nos deux pays se rapproche énormément des guerres commerciales des années 30. Voilà qui fait nettement ressortir l'échange de vues entre M. Porter, l'ambassadeur des États-Unis, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. M. Porter soutient que, quelles que soient les relations qui existent entre nos deux pays, elles devront avoir un caractère spécial dans le monde actuel. En d'autres termes, comme nous sommes voisins, nous devons entretenir des relations exceptionnelles. Mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit qu'il n'existe aucune relation spéciale, et il aurait également déclaré que des relations spéciales ne serviraient plus nos intérêts.

● (1700)

J'aimerais maintenant examiner cette relation spéciale dans le domaine du commerce et de l'énergie. Le gouvernement actuel nous a dit qu'il économiserait d'abord le pétrole en majorant le prix de vente aux Américains et en les décourageant ainsi de l'acheter, puis en mettant fin progressivement à nos exportations vers les États-Unis.

Au début du mois, le gouvernement a changé d'avis et a réduit de 80 cents le baril le prix des exportations de pétrole brut léger et lourd afin de rendre le pétrole canadien plus compétitif et, vraisemblablement, pour améliorer notre balance des paiements. Il est évident que le gouvernement se contredit, car il n'a pris aucune mesure pour élaborer une nouvelle politique sérieuse en matière de commerce et d'énergie. Nous ne tarderons pas à en subir les conséquences c'est-à-dire une hausse du taux de chômage et d'inflation.

La décision d'établir un double prix pour le pétrole prise par le gouvernement en 1973 pose de plus en plus de problèmes. En imposant la taxe d'exportation de \$5 le baril aux Américains et en utilisant cet argent pour subventionner les consommateurs de l'Est afin de compenser pour le pétrole importé à \$11 le baril, le gouvernement a contribué à faire du Canada la source d'approvisionnement en pétrole la plus chère pour les États-Unis.

Lorsque le gouvernement a fait savoir en novembre dernier qu'il allait réduire les exportations d'un million de barils par jour à 650,000 en juillet 1975 et les interdire en 1984, les Américains ont commencé à chercher ailleurs des sources d'approvisionnement. Même le pétrole peut perdre sa compétitivité. En avril, au lieu des 800,000 barils par jour autorisés, on en a exporté seulement 600,000. Le Canada est donc devenu en définitive un importateur de pétrole puisque l'Est du pays en importe au rythme de 820,000 barils par jour. Nous ne gagnons pas suffisamment d'argent avec la taxe d'exportation sur le pétrole pour fournir les subventions nécessaires aux consommateurs de l'Est, qui dépendent tellement des importations de pétrole.

Le Canada est en mesure de produire deux millions de barils par jour et peut en exporter environ un million, mais comme Ottawa s'est acharné à restreindre les exportations vers les États-Unis, l'industrie a été contrainte à se limiter à 400,000 barils par jour. Les investissements sont bloqués, les dividendes sont inexistantes, ce qui réduit les disponibilités nécessaires à l'exploration et à l'exploitation.

C'est là un secteur où le ministère de l'Industrie et du Commerce devrait s'efforcer de faire quelque chose et décider ce qu'il compte faire pour stimuler les exporta-